



HAL
open science

Les conditions de possibilité d'un nouveau cycle idéologique

Sylvain Piron

► **To cite this version:**

Sylvain Piron. Les conditions de possibilité d'un nouveau cycle idéologique. Dominique Bourg. Re-construire la pensée européenne, Hermann, pp.23-36, 2024. halshs-04597032

HAL Id: halshs-04597032

<https://shs.hal.science/halshs-04597032v1>

Submitted on 1 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les conditions de possibilité d'un nouveau cycle idéologique

Sylvain Piron

dans : Dominique Bourg (dir.), *Reconstruire la pensée européenne*, Paris, Hermann, 2024, p. 23-36.

Il est terriblement difficile d'énoncer un jugement global assuré sur la situation présente. Comment distinguer, parmi tous les phénomènes qui occupent tour à tour le premier plan de l'actualité, les signaux indicateurs de tendances profondes de ceux qui ne relèvent que d'une agitation de surface ? On pourrait penser que le basculement vers la droite autoritaire, le repli nationaliste, l'audience accrue qu'obtiennent des tribuns populistes qui affichent un invraisemblable mépris pour la science, le droit et la vérité, ainsi que le retour du négationnisme climatique qui accompagne ce mouvement constituent la pente dominante de la période actuelle. Les preuves en sont innombrables et les résultats des élections dans de multiples pays semblent en apporter la démonstration la plus indiscutable qui soit.

Pourtant, si l'on tente de se situer dans une perspective historique de plus longue durée, il n'est pas du tout certain que cette poussée autoritaire représente davantage qu'une humeur relativement passagère dans une conjoncture qui demande à être démêlée plus finement. Les médias, massivement détenus par des milliardaires conservateurs, amplifient à dessein de tels penchants, en jouant très efficacement sur la peur et le ressentiment. Mais si l'on se fie aux valeurs dont la jeunesse est porteuse, il y a peut-être quelque chose d'autre à retenir de ces dernières années. La mobilisation mondiale qui a suivi la mort de George Floyd, les vagues successives de dénonciations d'abus sexuels commis dans différentes sphères sociales par des hommes mûrs détenteurs de pouvoir ou, plus généralement, l'intolérance croissante à l'égard de toute forme de discrimination, y compris celles qui laissaient autrefois le plus grand nombre indifférent comme les handicaps de toutes sortes, laissent entendre une musique bien différente. De telles préoccupations s'inscrivent dans une ligne de force clairement identifiée qui œuvre, depuis au moins un demi-siècle, à l'approfondissement continu des droits individuels et à la réalisation concrète de la promesse d'égalité dont les régimes démocratiques sont intrinsèquement porteurs. Ces expressions récentes pourraient toutefois représenter une certaine inflexion dans cette longue tendance, car elles affichent le plus souvent un caractère collectif. Il s'agit moins de réclamer pour soi la reconnaissance sociale et légale de ses propres différences, que d'affirmer pour autrui la validité de principes généraux, en manifestant une intolérance accrue à l'égard de certaines injustices. L'une des pointes les plus saillantes de cette critique est destinée à occuper longtemps le premier plan des débats, puisqu'elle touche un angle mort de la conscience européenne en dénonçant l'impensé de son héritage colonial.

Parce qu'elles perturbent les habitudes de pensée et les rapports de pouvoir établis, ces revendications font face à des résistances qui prennent assez classiquement la forme d'une exagération caricaturale des périls. Tel est le sens de la dénonciation du « wokisme », figure fantasmatique inventée par des éditorialistes réactionnaires dans le but de discréditer globalement ces nouvelles aspirations qui remettent en cause des privilèges solidement enracinés. Il ne faudra pas éluder les difficultés que provoque l'apparition de ce point de vue, en particulier pour ce qui est du rapport à l'histoire. Toutefois, sur le fond, il est certain que les questions soulevées appellent des réponses fortes : ce sont des exigences auxquelles chaque ancienne puissance coloniale devra nécessairement faire face.

Pour s'orienter sur un terrain aussi complexe, il est indispensable de disposer de quelques points de repère. On peut heureusement prendre appui sur des œuvres majeures qui ont tenté d'embrasser l'ensemble du devenir historique afin d'éclairer leur propre situation. C'est notamment ce qu'a voulu faire Karl Polanyi, socialiste hongrois d'origine juive converti au catholicisme, exilé à Londres à partir de 1933 où il s'intéressa à l'histoire profonde de l'industrialisation et de la classe

ouvrière britanniques. Invité comme enseignant dans le Vermont en 1940, il rédigea pendant la Seconde Guerre mondiale un extraordinaire ouvrage qui se proposait d'élucider, comme l'énonce le sous-titre, « les origines politiques et économiques de notre temps ». Le titre lui-même, *La Grande Transformation*, est souvent mal compris, car Polanyi met en évidence deux changements historiques majeurs : l'apparition du libéralisme et de l'idéal du marché auto-régulateur à la fin du XVIII^e siècle et la constitution qui en découle de l'économie en domaine d'expérience et de pensée dissocié (*disembedded*, pour citer le terme employé), puis son effondrement dans l'entre-deux guerres avec l'émergence d'une économie dirigée dans les régimes fascistes et communistes¹. Si Polanyi se contentait de plaider pour un retour du primat du social sur l'économique, dans les mêmes années, un autre intellectuel d'Europe centrale installé aux États-Unis, l'économiste libéral Joseph Schumpeter allait encore plus loin dans la même direction en annonçant la victoire idéologique du socialisme sur le libéralisme². Les circonstances tragiques de la guerre donnaient à ces exilés une lucidité prophétique que le cours des trois décennies suivantes a vérifiée. Il serait aujourd'hui mal venu de leur faire reproche de ne pas avoir perçu le tournant qui allait venir ensuite.

Dans un livre majeur paru en 2017, qui n'a malheureusement pas reçu tout l'écho qu'il mérite, Marcel Gauchet a produit l'effort de synthèse pour éclairer les conditions du présent qui se rapproche le plus de ce que Polanyi avait tenté en son temps. Dans le prolongement de travaux antérieurs consacrés aux mutations de la structuration religieuse des sociétés humaines, puis aux étapes successives de constitution des régimes démocratiques, son analyse tente de saisir dans toutes ses dimensions le moment néo-libéral que l'on a vu déferler dans les années 1980, mais dont les premières inflexions remontent au milieu de la décennie précédente³. Bien que le retournement soit d'abord à comprendre en termes économiques, en fonction de l'épuisement du modèle mis en place à partir de 1945, avec l'ouverture à la libre circulation des capitaux et le retour triomphal de l'idéologie du marché, le remaniement des cadres de l'expérience individuelle et collective qui s'est produit dans ces années est bien plus complexe à saisir. L'affirmation des droits individuels y tient une part essentielle, à tel point que Gauchet parle d'une mutation anthropologique qui transforme en profondeur la façon d'être soi. Nous nous comprenons désormais comme des sujets autonomes, porteurs de droits qui appellent à être reconnus, antérieurement à toute attache sociale – dans une formule qui implique d'infinies contradictions, puisque les droits dont nous nous sentons tissés sont en réalité produits par un collectif envers lequel nous ne nous sentons pas redevables. La « société des individus » qui en résulte va donc de pair avec un évidement de l'espace politique, dont le sens et la consistance semblent se perdre, pour laisser aux rapports marchands le soin d'organiser la vie sociale. Le tableau d'ensemble a pour vertu de donner corps à l'impression de marasme, d'insatisfaction et d'impuissance intellectuels et politiques dans laquelle nous baignons depuis trop longtemps.

En dépit de la finesse de ses analyses sur un très grand nombre de sujets, la lecture de Gauchet bute sur plusieurs limites à partir desquelles il serait possible d'enrichir et de prolonger son examen de la situation présente. La remarquable description du désir d'artificialisation matérielle et intellectuelle, c'est-à-dire technique, marchande et juridique qui est au cœur de la condition moderne est menée de l'intérieur. Elle ne peut ainsi que constater la limite écologique sur laquelle achoppe ce processus, sans se donner les moyens de réfléchir à la façon dont la prise en compte de cette butée pourrait éventuellement devenir le principe d'un nouveau cycle idéologique dans lequel le social reprendrait le dessus sur l'économique, pour reprendre les termes de Polanyi⁴. De la même

1 Karl Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983 [1944].

2 Joseph. A. Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie. La doctrine marxiste, le capitalisme peut-il survivre ?*, Paris, Payot, 1963 [1942].

3 Marcel Gauchet, *Le Nouveau Monde (L'Avènement de la démocratie, t. 4)*, Paris, Gallimard, 2017. Voir aussi les trois tomes précédents, *La Révolution moderne* (2007), *La Crise du libéralisme (1880-1914)* (2007), *À l'épreuve des totalitarismes (1914-1974)* (2010) et *Le Désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, 1985.

4 Gauchet n'est pas aveugle au problème, mais il ne parvient pas à en tirer les conséquences dont il suggère pourtant la nécessité. Voir, *Le Nouveau Monde*, p. 468 : « Chacun le devine, l'entrevoit, le subodore, l'extériorisation vis-à-vis de la nature

façon, sa conclusion donne parfois le sentiment de ne pas distinguer assez nettement ce que seraient les nécessités requises par un fonctionnement démocratique conscient de ses conditions de possibilité, des modes de régulation capitalistes actuels.

Dès lors que l'on ose poser la question, la réponse semble presque couler de source puisque les types de « dominance idéologique » qui alternent depuis les balbutiements de l'expérience démocratique, il y a un peu plus de deux siècles, oscillent essentiellement entre deux possibilités, ponctuées de brefs intermèdes conservateurs. Le nouveau cycle qui s'éloignera de l'orbite libérale, par définition, ne pourra être que socialiste. Toutefois, les circonstances font qu'il sera d'un type qui n'aura pas grand-chose à voir avec le socialisme industriel du cycle précédent. Il n'y a tout simplement pas d'autre façon de répondre aux impératifs climatiques. Pour ne prendre qu'un exemple évident, en cas de pénurie d'eau, la régulation par les prix et le marché ne fournira jamais de solution socialement acceptable. Seules peuvent le faire des mesures publiques de restriction et de prévention, qui devront laisser place à la discussion démocratique sur la répartition des usages et les priorités. Avec une certaine ingénuité revendiquée, un historien des périodes anciennes, familier par profession de la fragilité et de la variabilité des formes sociales et convaincu par l'expérience du caractère cyclique des orientations politiques dominantes, peut se déclarer relativement confiant quant à la perspective de l'avènement à moyen terme d'un nouveau socialisme écologique. En revanche, cette intuition ne s'accompagne d'aucune certitude quant à la date, ni quant aux difficultés qu'il faudra affronter dans l'intervalle. Ainsi que l'écrivait Bertrand Méheust dans un essai de 2009, « comme toutes les sociétés, la nôtre cherchera à persévérer dans son être [...] elle emploiera ses immenses ressources intellectuelles et matérielles à maintenir jusqu'au bout son modèle de développement »⁵. Seuls des chocs véritablement bouleversants parviendront peut-être à susciter une réaction collective à la hauteur des circonstances – la fonte accélérée des glaces du Groenland produisant par exemple un début de submersion de Manhattan, pour proposer un cas de figure peu réjouissant. Il semble en tout cas tristement probable qu'il faille attendre un état de délabrement avancé pour que les puissances publiques soient enfin capables du sursaut qui leur permettra de reprendre la main sur les grands groupes capitalistes qui, *de facto*, déterminent à présent le véritable cours des choses.

Une seule chose est certaine : l'émergence de ce nouveau cycle ne se produira pas du seul fait de la dislocation du néo-libéralisme. Jusqu'à présent, ce dernier a en effet largement fait la démonstration de sa capacité à absorber les chocs. Depuis la crise financière de 2007-2008, sa justification idéologique a été invalidée par son mode de fonctionnement effectif. Seul un soutien massif des banques centrales a permis d'éviter l'écroulement du système financier. Le masque est tombé, plus personne ne peut sérieusement feindre de croire à la fable d'un marché qui constituerait la socialisation première des individus. On peut alors décrire le cœur du néo-libéralisme de façon bien plus prosaïque : la puissance publique se met au service des grandes entreprises mondialisées, chargées d'assurer le bien-être du consommateur, et des milieux qui représentent leurs intérêts. À peu de choses près, en France, c'est à cela que s'est résumée la ligne politique centrale des présidences Sarkozy et Macron, avec laquelle la présidence Hollande n'a guère tenté de rompre. Les exemples en sont tellement flagrants, de la suppression de l'impôt sur la fortune au soutien constant des plates-formes numériques face aux travailleurs indépendants, qu'il suffit de faire la liste des ministres et conseillers en situation de conflit d'intérêts pour s'en convaincre. Quinze ans plus tard, les signes d'une crise terminale se font toujours attendre. En dépit du désastre écologique, du délabrement des institutions publiques, de l'exacerbation des inégalités et du séparatisme social des

devient suicidaire quand la maîtrise locale de ses processus se boucle en un système aveugle à son inclusion dans un milieu englobant qui le conditionne. Le phénomène étonnant et révélateur, ici, étant que la conscience grandissante de cet acharnement fatal ne parvient à en rectifier la trajectoire qu'à la marge. C'est que les correctifs sont conçus dans le cadre qui conduit à l'impasse, alors qu'il y faudrait une réforme en règle du mode de pensée et de fonctionnement. »

⁵ Bertrand Méheust, *La politique de l'oxymore. Comment ceux qui nous gouvernent nous cachent la réalité du monde*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte, 2009.

classes privilégiées, la recette semble toujours fonctionner. Les contradictions internes sont flagrantes, mais elles n'empêchent pas le système de se perpétuer. Le spectacle de la marchandise tourne encore à plein régime, sans que rien n'entrave cette mascarade. Contrairement à ce que l'on aurait pu espérer, la mise à l'arrêt produite par la pandémie de Covid 19 n'aura marqué qu'un bref répit – mais peut-être aura-t-elle donné l'occasion à certaines et certains de s'ouvrir à d'autres horizons et de se déprendre des mirages de la consommation.

La pente autoritaire et nationaliste peut alors s'analyser comme un sous-produit de l'idéologie néo-libérale, qui la conteste moins qu'elle ne tire parti de l'une de ses grandes faiblesses. Elle répond de toute évidence au sentiment croissant de dépossession et d'abandon des peuples face à la mondialisation marchande. De fait, depuis les années 1980, leurs gouvernements ont volontairement sabordé les outils dont ils disposaient pour les protéger. Après que le jeu de la concurrence internationale a laminé les vieilles régions industrielles, le ressentiment des perdants de la mondialisation ne prend pas pour cible les véritables responsables, mais des boucs émissaires qu'il est moins coûteux de blâmer. Les écarts entre la carte des résultats électoraux et celle des populations étrangères montrent que le plus souvent, cette hostilité tient moins à leur présence effective qu'à l'idée générale qu'un excès d'immigration menacerait l'identité nationale. Les partis d'extrême-droite qui alimentent et se nourrissent de ces réactions de peur n'ont à peu près rien d'autre à proposer que des mesures xénophobes qui s'accommodent parfaitement du maintien d'un capitalisme financier. L'échec prévisible du Brexit peut servir de leçon. Quand un gouvernement néo-libéral promet à son peuple de reprendre le contrôle du destin national, il ne fait qu'affliger son pays d'une série de handicaps dans la compétition économique, sans procurer le moindre surcroît d'autonomie, ni proposer de perspectives nouvelles. Huit ans plus tard, les électeurs bernés de 2016 l'ont bien compris à leur dépens. Il faut espérer qu'il ne sera pas nécessaire, pour chaque pays, d'en passer par des expériences similaires. Elles peuvent être non seulement désastreuses, mais aussi douloureuses et difficilement réparables.

En d'autres termes, le retour de balancier nationaliste et conservateur ne semble pas destiné à produire une nouvelle idéologie englobante susceptible de se substituer au néo-libéralisme, faute de fournir des réponses convaincantes aux traits et aux exigences du nouveau type de personnalité qui constitue un élément central du dispositif actuel. L'hypothèse d'une absorption des individus dans le collectif, sur le modèle des totalitarismes du siècle passé, semble assez peu probable, y compris dans des circonstances où le culte du chef atteint des proportions inquiétantes. Le véritable danger tient plutôt à la poursuite du projet d'artificialisation intégrale du monde, qui pourrait en venir à remodeler l'humanité elle-même. Mises au service d'un néo-libéralisme autoritaire, les technologies de l'intelligence artificielle pourraient conduire à son terme le processus de dissociation des individus et d'épuisement des relations sociales, dans des dictatures d'un nouveau genre auxquelles seule la science-fiction nous a préparés. Inversement, la sortie de l'horizon néo-libéral ne pourra s'effectuer que par la résolution de sa contradiction centrale, lorsque les individus détachés de toute liaison essentielle seront au contraire naturellement portés à découvrir et à chérir les conditions de possibilité écologiques et sociales de leur liberté. Pour cette raison, les signaux d'un éventuel retournement me semblent devoir être d'abord observés sur le plan anthropologique. Toute avancée notable des valeurs de justice et d'égalité peut ainsi être prise pour un encouragement que les choses vont, malgré tout, dans le bon sens. Mais ce sera un défi intellectuel et politique immense que de tracer un cadre permettant de donner une traduction sociale aux aspirations morales qui s'expriment dans la contestation du racisme et du patriarcat.

Cornelius Castoriadis répétait souvent qu'il ne lui revenait pas d'énoncer les traits que pourrait prendre un nouvel imaginaire social ; la tâche en incomberait aux femmes et aux hommes (et aux personnes non binaires, devrait-on ajouter aujourd'hui) engagés dans les combats pour le faire advenir, dans l'action et le débat⁶. Tout au plus peut-on indiquer brièvement quelques pistes. En

6 Cornelius Castoriadis, *L'Institution imaginaire de la société*, Paris, Le Seuil, 1975.

réalité, le travail intellectuel a commencé depuis longtemps et de nombreuses ressources sont déjà disponibles, même si la vision d'ensemble paraît encore incertaine. Mais la refonte des catégories les plus communes de la vie sociale sera d'une telle ampleur qu'il est difficile de s'en représenter dès maintenant toutes les implications. On peut par exemple soupçonner que le terme de référence de la mesure sociale ne sera plus la valeur marchande mais une valeur écologique ; cependant, les modalités de détermination de cette dernière restent encore très largement ouvertes⁷.

Pour de multiples raisons, l'Europe constitue le cadre le plus évident dans lequel pourrait émerger ce nouvel imaginaire ; les sensibilités écologiques y sont plus mûres qu'ailleurs, les différentes traditions socialistes y sont restées plus vivaces et le caractère polyphonique du forum démocratique européen pourrait faciliter l'invention de modalités adaptées à une diversité de situations. En retour, on peut penser que sa formulation pourrait se révéler comme une excellente façon de relancer le projet européen.

L'Union européenne est critiquée de toutes parts, pour des raisons qui ne sont pas sans fondement : elle est perçue comme une machine à fabriquer des normes abstraites, une bureaucratie opaque au contrôle démocratique et un nid de lobbyistes⁸. En réalité, la véritable racine de l'insatisfaction qu'elle produit tient à sa coloration idéologique. Initialement conçue comme un espace de coopération industrielle, l'Union s'est officiellement transformée en « marché intérieur », par l'Acte unique de 1986 préparé sous la direction de Jacques Delors, au plus fort de la vague néo-libérale dans laquelle les socialistes français, on oublie souvent de le rappeler, ont tenu une part déterminante en donnant à ce courant son expression la plus dogmatique⁹. Tous les documents ultérieurs, du traité de Maastricht (1992) à celui de Lisbonne (2007), reposent sur ce socle qui définit très étroitement la sphère de légitimité de toute politique européenne. Aussi louable qu'en soient les intentions, une initiative comme le « Green New Deal » demeure prise et contrainte par une vision et une conceptualité néo-libérales. L'entrée dans une nouvelle ère devra donc être sanctionnée par la rédaction d'un acte constitutionnel énonçant d'autres priorités. Les étapes à franchir pour atteindre un tel objectif sont si nombreuses et incertaines que cette perspective peut sembler relever de l'utopie. Elle n'en est pas moins nécessaire, ne serait-ce que pour se donner une idée du chemin à parcourir.

Une autre faiblesse de la construction européenne tient à la très grande diversité des cultures politiques qui sont appelées à collaborer dans un projet commun. Selon les thèmes et les sujets, les fractures peuvent passer par des lignes variables et imprévues, qui tiennent parfois à des pesanteurs très anciennes. Les différents types de confinement mis en place durant la pandémie de 2020 ont permis de constater que les mesures les plus radicales venaient d'Italie, France, et Espagne, pays marqués par une culture catholique, mais peut-être plus encore par leur héritage romain¹⁰. Pour aborder la complexité de ce paysage, le recours à l'histoire longue peut donc s'avérer utile. Les sources de la démocratie en Europe sont en effet plus nombreuses que l'on est habitué à le penser. La référence grecque antique, fréquemment invoquée comme terme de référence, ne concernait en réalité que des oligarchies dominant des sociétés esclavagistes ; sa pertinence pour notre monde n'est peut-être pas indiscutable. Le rôle crucial tenu par les assemblées représentatives lors de différents épisodes qui ont conduit à contester ou renverser des régimes de type monarchique à l'époque moderne peut inciter à faire des parlements l'espace privilégié dans lequel se manifeste et s'exprime la souveraineté populaire. Tel est évidemment en grande partie le cas, mais cette fonction n'est pas forcément exclusive. Les plus anciennes expériences d'assemblées représentatives réunies pour donner leur assentiment aux demandes fiscales de la monarchie, aux XIII^e et XIV^e siècles, réussirent en Angleterre et échouèrent en France à imposer des limitations au pouvoir royal. Elles

7 Voir cependant des travaux tels que Jacques Richard et Alexandre Rambaud, *Révolution comptable Pour une entreprise écologique et sociale*, Ivry, Éd. de l'Atelier, 2020.

8 Sylvain Laurens, *Les Courtiers du capitalisme. Milieux d'affaires et bureaucrates à Bruxelles*, Marseille, Agone, 2015.

9 Rawi Abdelal, *Capital rules. The construction of global finance*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2007.

10 Theo Boulakia et Nicolas Mariot, *L'Attestation. Une expérience d'obéissance de masse, printemps 2020*, Paris, Anamosa, 2023.

s'inscrivaient déjà sur un fond plus ancien de pratiques de la délibération, recherche de consensus et engagement au soutien mutuel. Du X^e au XII^e siècle, de l'Italie centrale aux plaines d'Europe du Nord, le mouvement communal fut l'occasion d'inventer de nouvelles formes politiques, aussi bien dans les villes que pour des communautés rurales comptant des nombres minimes d'habitants¹¹. Là encore, la monarchie française d'Ancien Régime a largement contribué à réduire à peu de choses cet espace de démocratie locale, qui est au contraire demeuré très vif dans la plupart des autres régions européennes. Or la vitalité de ces pratiques importe, jusqu'à l'échelle la plus infime. Comme l'observe utilement Joëlle Zask, le jardinage et l'agriculture sont des activités où se déploie un « faire ensemble » lié à l'expérience de la terre, qui peut ainsi fournir une occasion d'acculturation démocratique¹². Les nouveaux modes de vie qui seront appelés à se généraliser sous le nouveau régime climatique imposeront sans doute la multiplication de communautés locales et un regain des traditions du socialisme municipal.

Pour être complet, il faudrait encore rappeler que le premier moteur de la démocratie en Amérique a tenu à la flamme religieuse de sectes de puritains protestants qui cherchaient à constituer loin de l'Europe corrompue une nouvelle Jérusalem. La dimension spirituelle est en réalité essentielle dans de nombreuses constructions politiques. Bien que l'Église catholique soit souvent prise pour parangon des organisations hiérarchiques, elle-même a pu servir de laboratoire à des pratiques démocratiques. Divers ordres religieux ont depuis longtemps recours à la désignation élective de leurs responsables ; l'expérience franciscaine est allée jusqu'à imposer l'idée d'un pouvoir comme service rendu à ses administrés¹³. Dans les mêmes milieux, on peut entendre dès le XIII^e siècle la protestation des droits de la conscience qui appelle à résister à des commandements illégitimes donnés par des supérieurs. Une histoire complète de la démocratie en Europe révélerait ainsi un paysage bien plus riche que les habituelles collections d'histoire nationale, centrées par habitude sur les constructions territoriales et l'affirmation de pouvoirs centralisés.

Un mot, pour finir, sur la dimension extérieure. Sans entrer dans la question des migrations, qui sera traitée plus loin dans ce livre, un principe évident doit être rappelé. L'Europe ne pourra se faire le lieu d'émergence d'un nouvel horizon politique fondé sur la justice et l'écologie sans mettre en œuvre le même programme dans ses relations avec des pays tiers. Après avoir étendu son emprise sur la planète presque entière, il ne lui suffit pas d'avoir rendu l'indépendance à ses anciennes colonies pour se sentir déchargée de toute responsabilité. La richesse accumulée dans nos villes pendant des siècles l'a été en grande partie grâce à l'exploitation des ressources coloniales et à la traite esclavagiste, sans parler des rapports de dépendance qui ont été maintenus bien plus longtemps. L'Europe n'a pas fini de se désimpérialiser et de rendre des comptes à ses anciennes possessions. La question est d'autant plus brûlante que des millions de descendants des peuples colonisés font à présent pleinement partie des nations européennes. Si elle est parfois difficile à entendre, leur revendication à l'égalité est de bout en bout légitime. Les propos de certains militants peuvent sembler excessivement vindicatifs, mais il est normal qu'ils le soient. L'histoire de la colonisation est à réécrire, en documentant les injustices et en faisant place aux victimes. Sa mémoire est également à remodeler, en accordant moins d'honneur à des généraux dont les titres de gloire se résument à quelques massacres et en évacuant définitivement la fable de son « rôle positif ». Il importe cependant de ne pas confondre les registres. La condamnation morale ne doit pas empêcher un effort de compréhension des dynamiques historiques.

L'heure est sombre. Des guerres telles qu'on n'en avait pas connues depuis des décennies ravagent des villes et des plaines et ensevelissent sous les bombes des milliers d'innocents. Les seuils que le GIEC fixait encore il y a peu comme objectifs à long terme sont en passe d'être

11 Chris Wickham, *Sonnambules d'un nouveau monde. L'émergence des communes italiennes au XII^e siècle*, Bruxelles, Zones sensibles, 2021.

12 Joëlle Zask, *La Démocratie au jardin. Du jardin d'Éden aux jardins partagés, comment l'agriculture cultive les valeurs démocratiques*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte, 2015.

13 Jacques Dalarun, *Gouverner c'est servir. Essai de démocratie médiévale*, Paris, Alma, 2012.

atteints. L'artificialisation technique de nos vies ne cesse de nous rendre étrangers à nous-mêmes. Cependant, une lueur infime annonce que, dans ces ténèbres, l'aube finira par poindre. Les indignations de la jeunesse contre les injustices et les discriminations en sont un signal ténu. Notre responsabilité d'adultes et d'enseignants à leur égard nous impose de transmettre et de cultiver des motifs d'espoir.